Souveraineté Uranium : le nucléaire français continue à enrichir la Russie

Réservé aux abonnés Quatre ans après le début de l'invasion de l'Ukraine, l'atome civil reste à l'écart des sanctions contre Moscou. Et EDF a bien du mal à se passer du Russe Rosatom pour alimenter ses réacteurs en uranium enrichi… et se débarrasser de ses combustibles usés, d'après un nouveau rapport de Greenpeace.

Greenpeace assiste au chargement de l'URT (uranium de traitement) au port de Dunkerque en direction de la Russie en novembre 2025. (Greenpeace)

Par Jean-Christophe Féraud
Publié aujourd'hui à 7h00

Offrir l'article · Copier le lien · Partager

Ecouter cet article

L'industrie nucléaire n'est pas à une contradiction près dans son histoire dominée par la raison d'Etat et l'opacité. Mais depuis l'invasion russe de l'Ukraine lancée en février 2022 par Vladimir Poutine, son commerce d'uranium enrichi avec la Russie est devenu très problématique. Dans un nouveau rapport que s'est procuré *Libération*, Greenpeace pointe ce *«trafic radioactif»* qui se poursuit entre les groupes publics français EDF et Orano, et le conglomérat public russe Rosatom : *«Près de quatre ans après le début de l'invasion […], le ballet des cargos chargés d'uranium continue entre la Russie et la France»* et *«la France se démène à Bruxelles pour éviter les sanctions»* visant son fournisseur russe, dénonce l'ONG antinucléaire.

Pour alimenter ses 57 réacteurs, la filière française de l'atome importe son carburant des quatre coins du monde. De l'uranium naturel est tout d'abord acheté par EDF et Orano à raison de 14 000 tonnes par an pour être enrichi et transformé en combustible. La Russie, qui ne représente que 6 % de la production d'uranium naturel, n'est pas un fournisseur direct. *«Nous sommes aujourd'hui peu exposés à l'uranium russe, s'il y a un pays dans le monde qui maîtrise son approvisionnement et tout le cycle du combustible c'est bien la France»*, assure-t-on chez Orano. L'ex-Areva s'approvisionne prioritairement en uranium naturel à hauteur de 7000 tonnes par an auprès du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Canada. Et il prospecte en Mongolie et ailleurs, surtout depuis la confiscation de ses mines au Niger.

Greenpeace assiste au chargement de l'URT (uranium de traitement) au port de Dunkerque en direction de la Russie en novembre. (Greenpeace)

Mais une bonne partie de ce «yellow cake» (poudre jaune d'uranium) provient de la zone d'influence de la Russie ou bien transite par son territoire jusqu'aux ports de Rotterdam et Dunkerque. Chiffres des douanes à l'appui, Greenpeace chiffrait ainsi les importations françaises d'uranium naturel à 10 370 tonnes fin septembre 2025, dont près de 50 % en provenance du Kazakhstan (3 082 tonnes) et d'Ouzbékistan (2 093 tonnes). L'uranium kazakhstanais pose question car le conglomérat russe Rosatom reste dans ce pays le numéro un de l'extraction minière. Mais le problème est ailleurs.

Offrir cet article
Avantage abonné : Offrez jusqu'à 10 articles par mois

45,2 tonnes d'uranium enrichi russe importées en 2025

La France continue *«à importer de l'uranium russe sous forme d'uranium naturel enrichi ou d'uranium de retraitement réenrichi (URE)»*, pour des raisons étranges. Près de 257 tonnes d'uranium enrichi venues de l'étranger sont entrées sur le territoire français entre janvier et fin septembre 2025. Sur ce total, 45,2 tonnes provenaient directement de Russie, c'est moins qu'en 2024 (65 tonnes) et beaucoup moins qu'en 2023 (223 tonnes). Et rien d'illégal à cela : le nucléaire civil reste exclu des sanctions européennes contre la Russie… principalement à la demande de la France. Le gouvernement a certes demandé à EDF de freiner ses importations d'URE russe, suite à une campagne de Greenpeace contre ce *«business de la honte»*. Mais en coulisses, il s'active pour maintenir l'atome en dehors de la feuille de route que prépare Bruxelles pour mettre fin à la dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie.

Mais pourquoi donc EDF achète-t-il encore de l'uranium réenrichi à la Russie sachant que son partenaire Orano est l'un des grands spécialistes mondiaux du combustible nucléaire ? *«Avec les capacités de notre usine d'enrichissement Georges-Besse-II du Tricastin qui vont être augmentées de 30 %, la France n'est pas en risque sur l'approvisionnement en combustible, on n'a pas besoin des Russes sur ce sujet»*, indique-t-on chez Orano. Le groupe dit produire *«de quoi alimenter en électricité 90 millions de foyers, et ce sera 120 millions après l'extension de l'usine»* d'ici 2030 (pour un coût de 1,7 milliard d'euros). Bien plus d'uranium enrichi qu'il n'en faut à EDF.

Cruas, le 16 février 2022. Centrale nucléaire de Cruas-Meysse. Plus de 3 000 habitants – sans compter ceux des communes alentour – vivent à l'ombre des quatre tours de refroidissement de la centrale nucléaire. SUR LA PHOTO: Des personnes de l'entreprise EDF travaillent dans une salle des machines d'un réacteur nucléaire. (Adrien Baratay/Libération)

Si dépendance russe il y a, elle est en réalité choisie par EDF. Le sujet est tabou chez l'électricien mais sa filiale Framatome a conclu en 2021 un contrat de 600 millions d'euros avec TVEL (filiale de Rosatom) portant sur un combustible très spécifique : l'uranium réenrichi (URE) produit par l'usine russe de Seversk, près de Tomsk en Sibérie, à partir de l'uranium de retraitement (URT) provenant du combustible usé des réacteurs d'EDF qui, lui, est retraité à l'usine Orano de La Hague. EDF a encore envoyé mi-novembre une dizaine de containers d'URT depuis Dunkerque vers le port russe d'Oust-Louga sur la Baltique, destination Seversk en Sibérie. Une fois transformée en URE par les Russes, cette matière est ensuite réexpédiée vers la France pour être utilisée comme combustible dans la seule centrale autorisée à le faire : celle de Cruas, en Ardèche, dont les quatre réacteurs sont chargés depuis 2023 en URE russe. Interrogé par *Libé*, EDF parle d'un *«partenariat limité»* avec Rosatom, sans plus de détails. Mais le deal de long terme signé par un certain Bernard Fontana, à l'époque PDG de Framatome, aujourd'hui grand patron d'EDF, porterait sur la conversion de milliers de tonnes d'URT en URE.

La Sibérie, «poubelle» d'EDF

EDF a-t-il vraiment besoin de cet uranium réenrichi par Rosatom ? Rien n'est moins sûr. L'électricien précise à *Libé* acheter chaque année 7 000 tonnes d'uranium sous toutes ses formes (naturel ou enrichi) à travers le monde pour alimenter ses réacteurs en combustible. *«Nous menons une stratégie de diversification de nos approvisionnements qui fait que nous ne dépendons d'aucune zone géographique ou d'aucun fournisseur en particulier»*, assure-t-on. Autant dire que les 45 tonnes d'uranium réenrichi par les Russes en 2025 ne pèsent pas bien lourd dans le panier de courses d'EDF, dont le parc nucléaire consomme 1 200 tonnes de combustible par an.

Le combinat chimique de Seversk, en 2003, où est notamment pratiqué le retraitement de l'uranium usagé. (RIA Novosti. Akg-images)

«EDF pourrait très bien se passer de cet URE russe mais c'est une décision cynique de leur part qui cache d'autres raisons moins avouables», dénonce l'expert critique du nucléaire, Yves Marignac de l'association négaWatt. Pour ce dernier, si EDF fait appel à Rosatom c'est en réalité pour se débarrasser d'une grande partie de son stock d'URT qui s'accumule : 35 000 tonnes de cette matière peu radioactive, mais à durée de vie très longue, sont entreposées sur le site du Tricastin. *«EDF pourrait très bien faire réenrichir son URT par Orano qui maîtrise ce procédé, il est faux de dire que seul Rosatom sait faire. Le but du contrat avec les Russes c'est l'évaporation de ce qui serait considéré comme de coûteux déchets à gérer s'ils n'étaient pas réutilisés comme combustible»*, pointe Marignac. De fait, Orano confirme avoir testé par le passé le procédé de conversion de l'uranium en URE dans son usine de Malvesi. Mais EDF n'a pas donné suite, préférant la solution bien pratique de l'exutoire russe.

Selon Yves Marignac, sur les centaines de tonnes d'URT envoyées par EDF en Russie (124 tonnes en 2025, 254 en 2024, 734 en 2023 selon les douanes), seuls 1/8e est transformé en URE et réexpédié en France. *«Les 7/8e restant sont abandonnés sur place sous forme d'uranium appauvri dont le seul usage est militaire»*, assure-t-il. Pour lui, *«la Sibérie est devenue la poubelle des exploitants nucléaires»*. EDF économiserait ainsi beaucoup de problèmes et d'argent en se débarrassant d'une partie de son combustible usé chez Rosatom. Et Yves Marignac de questionner *«la légalité de ces exportations vers la Russie de matières qui échappent au statut de déchet, alors qu'il est obligatoire de stocker les déchets radioactifs sur son territoire»*.

Avec la mauvaise pub faite autour de son deal avec Rosatom, EDF assure vouloir *«se désensibiliser progressivement à l'uranium réenrichi russe»*. L'électricien a ainsi demandé à Orano d'étudier *«la faisabilité d'une usine de conversion d'URE en Europe de l'Ouest»* du type que celle de Seversk en Sibérie. Mais le projet risque de prendre des années et de coûter quelques milliards. En attendant, la France reste dépendante du complexe nucléaire russe à l'encontre de tous les discours officiels sur la souveraineté. Greenpeace demande à l'Etat français de *«faire la lumière»* sur ce commerce d'uranium avec la Russie et qu'il fasse en sorte qu'Orano, Framatome et EDF cessent *«leur commerce nucléaire avec l'entreprise criminelle Rosatom»*.

POUR ALLER PLUS LOIN :
Energie · EDF · Russie

Dans la même rubrique

Marais
Les Galeries Lafayette annoncent la vente des murs du BHV
il y a 35min

Billet
En matière de réindustrialisation, Emmanuel Macron a-t-il vraiment la vision ?
28 janv. 2026 abonnés

Complicité
Contrat du français Capgemini avec l'ICE : Roland Lescure «engage» le groupe à «questionner» ses activités
il y a 44min

Souveraineté
Uranium : le nucléaire français continue à enrichir la Russie
28 janv. 2026 abonnés

Nos newsletters

Alerte Libé — Les alertes, infos et enquêtes Libé à ne pas manquer
Libé Matin — Le brief matinal idéal pour bien commencer la journée
Opinions — Les billets, éditos, tribunes ou chroniques qui font débat
Toutes nos newsletters — Actualité, politique, lifestyle… découvrez toutes nos newsletters

Les plus lus

Fracture — «Ils se sont acheté une conscience à moindres frais» : à CNews, le cas Morandini met la chaîne en ébullition — Abonnés — 01
Critique — «Gourou» avec Pierre Niney, une fable hypocrite sur la notoriété — Abonnés — 02
Enquête — De Hermès à la filature Desurmont, un «système criminel» soupçonné d'avoir escroqué de prestigieux et plantureux héritages — Abonnés — 03
Analyse — Etats-Unis : en 1945, une brochure de prévention contre l'arrivée du fascisme décrivait à la lettre la recette appliquée par Trump — Abonnés — 04

Ne manquez pas nos articles : suivez *Libération* sur Google Actualités
Suivre *Libé* sur Google Actualités

Toute l'information en direct avec l'app *Libération*
Scannez ce QR Code

© Libération 2026

Découvrez les avantages liés à votre abonnement JE DECOUVRE